



Grèce : qui a peur de la démocratie ?

mardi 30 juin 2015

Le peuple Grec subit depuis janvier dernier, une pression et un chantage intolérable de la part des institutions européennes, des gouvernements de la zone Euro et du Fonds Monétaire International. Ces derniers refusent d'accepter le verdict des urnes et l'élection démocratique d'un nouveau gouvernement qui propose des alternatives crédibles aux politiques d'austérité imposées par le monde de la finance.

Depuis le mois de janvier, le nouveau premier ministre Alexis TSIPRAS remet en cause les plans d'austérité dont sont victimes des millions de citoyens grecs. Il propose des mesures économiques et sociales adossées à des réformes visant à une plus juste répartition des richesses dans le but d'œuvrer à une véritable justice sociale, à l'égalité des droits, à la transparence politique et fiscale, bref à la démocratie.

L'augmentation du salaire minimum, le rétablissement du treizième mois de pension de retraites, le renforcement des services publics, le développement de politiques en termes de logement et d'éducation font parties des mesures urgentes dont a besoin le peuple grec.

Cela doit d'abord passer par un moratoire sur le service de la dette, afin que les sommes conservées soient affectées au redressement de l'économie et que le remboursement de la dette n'empêche pas toute possibilité de redressement économique.

Cela doit aussi passer par la recapitalisation des banques, sans que les sommes ne soient comptabilisées dans la dette publique du pays.

Depuis plusieurs mois, une « négociation » est engagée entre le gouvernement grec et les institutions européennes pour trouver une issue à cette crise. Des compromis ont été acceptés, le calendrier des réformes revu. Mais en guise de conclusion, c'est un véritable diktat que proposent MERKEL, HOLLANDE et LAGARDE. Pour eux, une seule solution : la soumission aux exigences des banques !

En référer au peuple, quoi de plus normal ! C'est ce que propose le premier ministre grec en organisant un référendum le 5 juillet prochain.

Pourtant, une nouvelle fois, cet acte démocratique est contesté. Au mieux, ce serait au conseil européen de choisir la question qu'il faut poser aux grecs.

Derrière la pression exercée sur le peuple grec, c'est l'ensemble des citoyens d'Europe que l'on souhaite bâillonner. Le FMI et les dirigeants européens veulent faire de la Grèce, un exemple pour tous ceux qui souhaitent rompre avec cette logique austéritaire et faire entendre une autre voix. C'est le principe même de la démocratie qui est remis en cause !

La CGT condamne ce chantage et apporte une nouvelle fois son soutien au peuple et aux salariés grecs. En Grèce comme en France, nous revendiquons une véritable démocratie sociale et politique qui donne la parole aux salariés dans les entreprises, aux citoyens dans leur pays. C'est pourquoi, la CGT appelle les salariés à participer massivement au rassemblement organisé à Paris, place de la République, jeudi 2 juillet à 18h30 ainsi qu'à toutes les manifestations organisées en France dans les prochains jours.

Montreuil, le 30 juin 2015

